

Les démocraties égalitaires, nivelleuses des biens matériels, jalouses d'autrui, guère respectueuses non plus des valeurs intellectuelles, sont naturellement peu parcimonieuses des deniers publics.

- Le Luxembourg ne fait pas exception à la règle.

Dès la fin de la première guerre mondiale, nos gouvernements successifs, stimulés par les appétits grandissants, souvent inconsidérés, des partis, n'ont pas regardé à la dépense.

L'inflation chronique de nos budgets, dont on n'entrevoit pas la fin, est loin d'être compensée ou justifiée par la dévaluation monétaire.

La rivalité des clans politiques n'avait plus comme frein le juste souci de l'équilibre budgétaire, cause et effet d'un régime fiscal équitable, dont nous ne verrons pas de sitôt le retour : lequel, pour ne pas être désordonné, arbitraire, sinon vexatoire, postule comme soubassement un esprit politique modéré, imbu des dangers qui guettent une politique de facilité.

*Verba et voces !* Je viens d'énoncer une vérité de base, dont nul Luxembourgeois, dans le for de sa conscience, ne méconnaît la primauté.

Hélas ! la politique a des raisons que la raison ne connaît pas.

Quand verrons-nous un gouvernement luxembourgeois s'attaquer enfin à la compression énergique des dépenses publiques, dire avec M. Antoine Pinay, l'ancien Président du Conseil en France : « l'Etat doit être accessible à toutes les concessions, rebelle à toutes les soumissions ? »

Il serait exagéré de dire avec Joseph Prudhomme, que « le char de l'Etat navigue sur un volcan ». Et cependant le frêle esquif qui symbolise notre autonomie politique et financière attend toujours la poigne du timonier expérimenté n'ayant d'autre préoccupation que celle d'éviter les récifs, de résister au chant des sirènes et de conduire à bon port son équipage, qui ne marchanderait pas ses applaudissements dus à l'abnégation d'un tel pilote.

C'est ici qu'apparaît lumineusement, aux yeux de qui veut porter le regard en arrière et juger sereinement la suite des événements, le mérite du régime Eyschen, attaché à la défense des intérêts *légitimes* des diverses couches sociales, mais soucieux d'une gestion financière adéquate aux besoins *réels* : je dis aux besoins réels, non pas aux velléités et aux exagérations qu'inspire la démagogie politicienne.

Certes, tout n'était pas parfait sous le régime Eyschen.

Il serait naïf de contester les améliorations sensibles amorcées dans l'ordre social par deux guerres dévastatrices, si démoralisatrices par ailleurs.

Aussi bien le rôle du *laudator temporis acti*, du thuriféraire impavide d'un système politique qui a fait son temps, m'agréerait tout aussi peu qu'une attitude de contempteur buté du régime qui en opère la relève : régime qui connaît son lot de difficultés et qui, tout considéré, n'est pas dénué de mérites.